

LE COMMISSAIRE FRANÇAIS PASCAL LAMY EST CHARGÉ DE LA NÉGOCIATION SUR L'OMC

Lamy européen

Par Véronique Le Billon

LES ANGLO-SAXONS n'ont pu réprimer quelques sarcasmes à l'annonce de la nomination de Pascal Lamy comme commissaire européen chargé du commerce :

« Quoi, un Français ? Socialiste ? Enarque ? Euromaniaque ? Pour négocier des accords de libre-échange avec le reste du monde au nom de l'Europe tout entière ? » Vu de Londres ou de Washington, cela ressemblait à une mauvaise blague : comment le nouveau président de la Commission, Romano Prodi, avait-il pu confier le portefeuille si stratégique du Commerce à une personnalité dont le pays incarne, parfois encore, la France de l'Etat, la ré-

France aux lois du marché, la défense passionnelle des « exceptions » culturelle et agricole ?

C'est pourtant bien ce Français que l'on dit brutal et collectionnant les surnoms ravageurs - comme « Exocet » ou « le para » - qui parlera au nom de toute l'Europe lors de la négociation capitale qui s'ouvrira le 30 novembre à Seattle, le « Millénum Round », entendez le cycle du millénaire, soit le plus gros dossier économique international : programmée pour durer trois ans, cette né-

gociation portera sur les conditions dans lesquelles se réalisent la quasi-totalité des échanges commerciaux de la planète. Dans ce grand marchandage où les grandes puissances s'affronteront violemment, l'enjeu est clair : ouvrir de nouveaux marchés, pratiquer des brèches dans les secteurs protégés et subventionnés, donner libre cours à la mondialisation. C'est peu de dire que la France est concernée : aucun autre pays européen ne subventionne

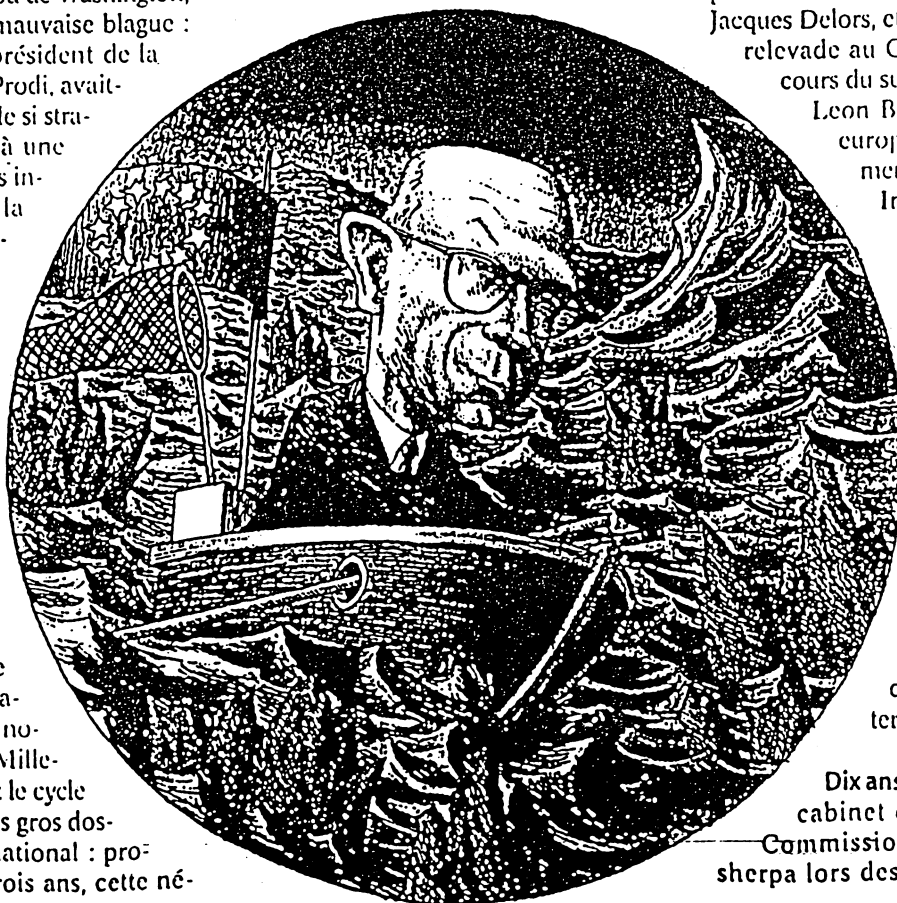
autant son agriculture, aucun de ses partenaires n'est attaché comme elle à son industrie culturelle, aucun autre membre de l'Union n'exporte autant de services que la France...

Pourtant, pour une fois, les sarcasmes britanniques n'ont pas dégénéré en polémique : « C'est parce qu'on me connaît », affirme sans complexe cet homme qui, à 52 ans, a passé sa vie professionnelle à jouer les n° 2. Derrière Jacques Delors, puis Pierre Mauroy, puis à nouveau Jacques Delors, et enfin derrière Jean Pey-

relevade au Crédit lyonnais. Le parcours du successeur du Britannique Leon Brittan à la Commission européenne pouvait difficilement être plus dissemblable.

Inspecteur des finances, membre du comité directeur du Parti socialiste et grand officier du mérite de la République fédérale d'Allemagne, Pascal Lamy est inconnu du grand public mais il est déjà respecté (crainit aussi, parfois) à Bruxelles, dans toutes les capitales européennes et aux Etats-Unis. Il est l'un des rares Français à disposer d'un réseau international de premier rang.

Dix ans durant, il a été le chef de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, et son sherpa lors des très nom-



0/

... breux G7. Mitterrandien de longue date, Pascal Lamy aurait pu obtenir ensuite un poste de choix à la tête d'une grande entreprise nationale, mais il n'aime pas les passe-droits. Ni les rebonds trop faciles. Il choisit donc d'épauler Jean Peyrelevade au Crédit lyonnais pour « nettoyer les écuries », comme dit l'un de ses proches. Sans états d'âme. C'est lui qui a négocié le plan de sauvetage de la banque avec Bruxelles, organisé sans la moindre hésitation sa privatisation, et mis fin brutalement aux vieilles pratiques. « Dire qu'il est socialiste, c'est terriblement réducteur. C'est un homme qui veut faire avancer l'histoire dans un sens qui est aussi celui des entreprises », insiste Denis Kessler, qui l'a fait venir au Medef pour plancher sur « la France à l'horizon 2015 » en qualité de président de la commission prospective. « C'est un grand, s'enthousiasme Jacques Delors, un commis de l'Etat de la trempe de Paul Delouvrier ou François Bloch-Lainé », ces deux hauts fonctionnaires qui ont fait les plus belles heures de la république gaullienne.

Une trempe qu'il devrait utiliser dans ce poste qui le propulse sur le devant de la scène pour la première fois de sa carrière. Car les négociations s'annoncent plus délicates encore que lors de l'Uruguay Round, le dernier cycle de négociations, il y a cinq ans. La situation que va trouver Pascal Lamy n'est guère favorable. Les Européens viennent de perdre coup sur coup deux arbitrages de l'Organisation mondiale du commerce : le premier sur la banane, l'OMC reprochant à l'Union de favoriser la production caraïbe. Le second sur le bœuf américain aux hormones, que Bruxelles refuse d'importer : l'Europe va faire l'objet d'une sanction commerciale de plus de 110 millions de dollars. Et depuis cinq ans, tout a changé. Les conflits et les accrochages commerciaux se multiplient, les pays ont largement ouvert leurs marchés, la « société civile » s'est invitée à la négociation pour défendre des critères écologiques ou sociaux. « Négocier des baisses de tarifs

douaniers, c'est assez simple. Travailler sur la propriété intellectuelle, les normes sanitaires ou les règles sociales, ça rend les marchandages beaucoup plus difficiles », explique un négociateur français.

La conjoncture commerciale internationale ne va pas non plus faciliter les négociations. Avec la glissade de l'euro, qui rend les produits européens plus compétitifs, les nerfs américains sont à fleur de peau : leur balance des comptes courants devrait afficher cette année un déficit abyssal de 300 milliards de dollars ! De quoi raviver leur protectionnisme : les Etats-Unis ont d'ailleurs contingenté ces derniers mois l'entrée de certains produits sur leur territoire.

Pascal Lamy sait déjà qu'il sera d'abord jugé sur les dossiers qui concernent directement les intérêts français. Et les bonnes relations qu'il entretient depuis longtemps avec Lionel Jospin ne lui garantissent aucune clémence. Sur le volet agricole, l'Europe - la France en tête - sera encore la cible du groupe de Cairns, regroupant les pays qui subventionnent peu leur agriculture, comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. Dans le domaine des services, la France, deuxième exportateur mondial, regardera de près toute velléité de changement.

Pascal Lamy sera prudent, mais aussi « impartial », disent ceux qui l'ont pratiqué. « Il sait trop bien que, à Bruxelles, être étiqueté défenseur de ses intérêts nationaux tue sur-le-

champ », affirme Fabrice Fries, son ancien équipier du cabinet Delors (aujourd'hui DGA chez Havas). « Les pressions de Paris, on les vit tous les jours », reconnaît un haut fonctionnaire bruxellois qui se réjouit de l'arrivée d'un professionnel maîtrisant tous les rouages de la machine communautaire. « Romano Prodi lui a confié l'une des missions les plus difficiles et les plus exposées de la Commission », affirme en connaisseur Jacques Delors. Mais, s'il réussit, Pascal Lamy pourrait être l'un de ces fameux « passeurs » qui contribuent à l'entrée plus sereine de l'Europe et de la France dans le monde moderne. ■ V.L.B.

LES DONNÉES CLÉS DU MILLENIUM ROUND

- Participants : 134 pays
- Durée : trois ans, à partir du 30 novembre 1999

PRINCIPAUX EXPORTATEURS (en 1998, en % des exportations mondiales) :

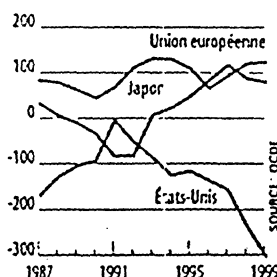
- 1. Union européenne : 20,3 %
- 2. Etats-Unis : 17 %
- 3. Japon : 9,7 %

PRINCIPAUX IMPORTATEURS (en 1998, en % des importations mondiales) :

- 1. Etats-Unis : 22,5 %
- 2. Union européenne : 19,1 %
- 3. Japon : 6,7 %

* hors commerce intracommunautaire. SOURCE : OMC

DÉFICITS ET EXCÉDENTS (solde des paiements courants en milliards de dollars, prévisions 1999)



L'EUROPE a bénéficié de l'ouverture des marchés.